



Fédérations des Finances CGT – Solidaires – FO – CFDT - UNSA

## **ENSEMBLE POURSUIVONS ET AMPLIFIONS L'ACTION AUX FINANCES !**

Les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, UNSA ont rencontré les deux directeurs de Cabinet des Ministres LAGARDE et BAROIN, ce jour.

Ensemble, en s'appuyant sur la forte mobilisation du 23 mars, elles ont réitéré leurs exigences pour que des réponses soient apportées aux agents des Finances s'agissant :

- Des contenus et des conditions de mise en œuvre des politiques et des missions publiques, dans le cadre d'un service public de pleine compétence et de proximité,
- De l'arrêt des suppressions d'emplois,
- Des conditions de vie au et hors du travail qui doivent être considérablement améliorées, y compris s'agissant des droits à l'action sociale, à l'hygiène, à la sécurité, aujourd'hui gravement menacés du fait des restrictions budgétaires.
- De leur pouvoir d'achat : revalorisation de la valeur du point d'indice, des régimes indemnitaires, refus de toutes les formes de rémunération au mérite (PFR, modulation...).
- De la reconnaissance de leurs compétences par un plan de qualification des emplois,
- De l'abrogation de la loi dite « mobilité »,
- De l'amélioration du code des pensions, du maintien du calcul sur les six derniers mois et de l'âge légal à 60 ans, de la prise en compte de la pénibilité et de la revalorisation de leur pension.

Dans leurs interventions, les directeurs de Cabinet n'ont manifesté aucune inflexion quant aux politiques gouvernementales, notamment sur les questions de l'emploi et des missions.

Condamnant une telle attitude, les Fédérations ont clairement indiqué la nécessité d'une modification profonde des politiques notamment dans sa dimension ministérielle afin de :

- Doter l'ensemble des directions des moyens nécessaires à l'exercice des missions,
- Préserver et améliorer le statut de la Fonction publique, la retraite, les droits et garanties collectives et les conditions de travail des agents.

Ensemble, les Fédérations ont clairement signifié aux directeurs de Cabinet leur volonté de poursuivre et d'amplifier l'action à Bercy tant que les revendications des personnels ne seront pas entendues et satisfaites.

Prenant acte des positions des cinq fédérations, les directeurs de Cabinet ont conclu la réunion en prenant l'engagement de tenir une seconde rencontre. Pour les Fédérations, des réponses concrètes devront alors être apportées sur la plateforme revendicative unitaire.

A la demande des fédérations cette nouvelle rencontre devra intervenir, avant la date du 13 avril, jour où était initialement programmé un Comité Technique Paritaire Ministériel.

Les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, UNSA :

- Maintiennent leur non participation aux différents groupes de travail du CTPM.
- Exigent d'être reçues prochainement par les deux Ministres,
- Appellent les agents des Finances, fonctionnaires, non-titulaires, actifs et retraités, à poursuivre et à renforcer la mobilisation par tous moyens jusqu'à la date de la nouvelle rencontre ministérielle.

Paris, le 1<sup>er</sup> avril 2010